



Politique internationale

État des lieux à Grenoble :

Aujourd'hui, la politique internationale de Grenoble est dénoncée par des associations comme Survie-Isère, CADTM, Comité Norbert Zongo...

La coopération décentralisée grenobloise en question

Le 15 octobre 1987, Blaise Compaoré, actuel président du Burkina Faso, faisait assassiner son prédécesseur, Thomas Sankara. Arrivé au pouvoir en 1983 dans ce qui était alors la Haute Volta, Thomas Sankara avait lancé de grands programmes d'éducation, de cultures vivrières et d'indépendance énergétique. Déterminé à combattre la corruption, ce jeune président de 34 ans avait revendu les limousines de l'État, imposé un train de vie modeste à son gouvernement (lui-même roulait en R5) et rebaptisé son pays Burkina Faso, "pays des hommes intègres". Il dénonçait devant l'ONU la politique des puissances occidentales et militait pour un front commun de refus de la dette. Cette volonté revendiquée de s'opposer au néocolonialisme et à l'impérialisme ne fut guère appréciée par les Etats-Unis et la France, habitués à des dirigeants africains garantissant leurs intérêts. L'assassinat de Thomas Sankara est l'acte fondateur d'un régime qui a adopté le crime de sang comme mode de gouvernement. Dans les 20 ans qui ont suivi ce coup d'État soutenu par la France, Blaise Compaoré a multiplié les forfaits : corruption, trafic d'armes et d'or, trucage des élections, répression des mouvements sociaux, meurtres d'opposants politiques (dont celui du journaliste Norbert Zongo en 1998). En 2007, Blaise Compaoré est toujours au pouvoir, richissime dans un pays devenu l'un des plus pauvres de la planète. Comme Omar Bongo au Gabon ou Idriss Déby au Tchad, le régime burkinabé est un symbole de la Françafrique.

Depuis 1998, la mairie de Grenoble développe une coopération décentralisée avec Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Si la coopération internationale est une nécessité, celle-ci doit cependant se faire dans le respect des droits démocratiques des peuples. Est-ce le choix de la ville de Grenoble ? Dans le cadre de cette coopération Grenoble/Burkina, le maire de Ouagadougou Simon Compaoré, proche du clan au pouvoir et impliqué dans plusieurs scandales, a été reçu à Grenoble. Inversement, lors d'une tournée médiatique, Michel Destot s'est rendu au Burkina Faso. Nous pourrions multiplier ces exemples d'actes politiques légitimant le pouvoir de Blaise Compaoré. C'est pourquoi, le 15 octobre 2007, nous, associations grenobloises de solidarité internationale, appelons non seulement à commémorer l'assassinat de Thomas Sankara, mais également à questionner le rôle ambigu de la mairie de Grenoble avec le pouvoir burkinabé. A qui profite exactement l'aide envoyée ? Quel soutien politique apporte la mairie de Grenoble au régime réactionnaire de Blaise Compaoré ?

Analyse politique

Nous nous associons à l'analyse de ces associations et donnons la priorité à une réforme de la coopération décentralisée pour ne plus servir de soutien à des régimes illégitimes.

Propositions

- Arrêt de tout soutien politique et institutionnel envers les dirigeants non élus démocratiquement par des élections approuvés par des scrutateurs indépendants.
- Aide financière contrôlée ici et là-bas aux associations locales indépendantes du pouvoir en place.
- Projets de coopération d'habitants à habitants dans le cadre de l'économie sociale et solidaire (commerce, tourisme, culture, activités...)
- Transformation de la Maison de l'International de Grenoble en Maison des Peuples et des Cultures, elle n'est ouverte aujourd'hui qu'aux chercheurs et aux consuls, nous voulons la mettre à disposition de tous les habitants regroupés ou non en associations travaillant pour la solidarité internationale.

Grenoble 2008-2014, Ecologie et solidarité en actes

16 rue Chenoise – 38000 Grenoble

Tel : 04 76 25 09 74 / Mail : contact@grenoble-ecologie-solidarite.fr

Rassemblement citoyen pour les élections municipales de mars 2008.

Avec le soutien des mouvements :



www.grenoble-ecologie-solidarite.fr